itinéraires sud
le journal de sud éducation rhône

Une pédagogie toujours plus soumise aux évaluations nationales :

Blanquer et le Conseil supérieur des programmes à l'assaut de la maternelle

Blanquer a imposé à l'école les évaluations nationales malgré l'opposition des enseignant.e.s, menaçant de sanctionner ceux et celles qui ne faisaient pas remonter les résultats avant même qu'elles ne deviennent obligatoires, en septembre 2019. Il en a fait le centre de sa politique. Il impose un management par les résultats, qui veut aujourd'hui la peau de l'école maternelle.

journal bimestriel ■ n^lle^ série
n° de CPPAP 0920 S 05020
n°120 ■ janvier - février 2021

[suite]
Une pédagogie toujours plus soumise aux évaluations nationales

Sous couvert de neurosciences, et en vidant toujours un peu plus de son sens les mots « confiance » et « bienveillance », Blanquer annonce vouloir développer une culture de coopération au sein des établissements. Il est pourtant lui-même bien incapable de consulter et d'écouter les enseignant.e.s, et par sa politique d'évaluations, c'est bien la mise en concurrence des établissements qu'il développe... ainsi que la compétition et le stress dès le plus jeune âge !

En tout début d'année, alors que nous avons besoin de temps pour découvrir nos élèves, et parfois aussi pour déconstruire cette tendance à se comparer acquise bien trop tôt et leur permettre de se sentir à leur place en classe et de travailler ensemble, nous devons leur faire passer les évaluations nationales. Avec leurs exercices standardisés, chronométrés, et sans autres adaptations que celles pour les élèves malentendant.e.s ou malvoyant.e.s. Ces évaluations sont une violence pour tou.te.s le élèves qui ne correspondent pas à la « norme scolaire », pour tou.te.s celles et ceux dont le parcours n'est pas celui attendu par les concepteurs.trices de ces évaluations : élèves scolarisé.e.s pour la première fois, élèves n'arrivant pas à fixer leur attention sur ce qu'on leur demande, élèves tout juste arrivé.e.s en France, élèves n'ayant pas encore l'habitude d'obéir aveuglément à l'adulte lorsque ce dernier leur demande de faire quelque chose qui n'a aucun sens. C'est une violence aussi pour les enseignant.e.s qui se trouvent tiraillé.e.s : crainte des sanctions, mais contradiction entre ce qu'ils et elles veulent pour leur classe et pour l'Ecole et ce que sont ces évaluations.

La violence continue quelques semaines plus tard lors du conseil des maître.sse.s où le.la directeur.trice relate sa réunion d'analyse des résultats aux évaluations nationales avec l'IEN et les autres directeurs et directrices du secteur. Violence des pourcentages et des graphiques qui comparent les résultats obtenus par les écoles du secteur, sans se soucier du contexte social. Nos élèves ont des résultats pires que celles et ceux des écoles voisines. Pour qu'ils et elles réussissent mieux les prochaines évaluations, inspirons-nous donc des pratiques de l'école qui a les meilleurs résultats ! Dans cette même optique, tou.te.s les enseignant.e.s de CP et CE1 seront visité.e.s par « l'équipe de circonscription » afin de vérifier que l'on différencie comme il faut, c'est-à-dire en tenant compte des résultats de nos élèves aux évaluations nationales. Une semaine avant cette visite, on reçoit des documents qui nous donnent les grandes lignes de ce que doivent être nos pratiques dans nos classes et lorsque nous co-intervenons en maternelle : les incontournables en lecture, les incontournables en vocabulaire, les incontournables pour construire le nombre. Ces incontournables affirment des vérités sur les capacités d'un enfant selon son âge et ce qu'il faut donc faire, ou ne pas faire. Tout cela est conforté par les résultats de « la recherche », sans trop de détails sur cette recherche et sans aucune référence aux sources pour ce qui est de la lecture ou du vocabulaire...

Pendant ce temps, les fameuses formations en constellations, évoquées dans le précédent numéro du journal, ont bien souvent pour thème le vocabulaire ou la construction du nombre, elles aussi... La mise au pas est bien en marche.

La note d'analyse sur le programme de l'école maternelle, publiée par le Conseil Supérieur des Programmes (CSP) en décembre 2020, propose de généraliser encore un peu plus les évaluations qui testent les élèves dès leur entrée en petite section.

[suite]
Une pédagogie toujours plus soumise aux évaluations nationales

L'école maternelle devient le lieu qui prépare aux évaluations nationales de CP. La note du CSP est d'ailleurs conçue comme ceci : elle se base sur les résultats aux évaluations pour détruire l'école maternelle. Elle donne un protocole précis aux enseignant.e.s, conçu.e.s comme des exécutant.e.s, afin que les élèves réussissent les évaluations nationales dont l'intérêt, la conception, l'imposition et les modes de passation ont pourtant été largement décriés par la communauté éducative. L'école maternelle est d'ailleurs fréquemment appelée école préélémentaire, et devient à son tour une école où il n'est plus question que des « fondamentaux » : lire, écrire, compter, respecter autrui.

La note du CSP dénature également la notion de jeu libre et de jeu en général, annonçant d'abord l'importance du jeu puis le réduisant à des activités ludiques très encadrées par les objectifs des enseignant.e.s. On voit en effet que les « jeux libres » sont pour le CSP des jouets éducatifs dont les conditions d'utilisation sont claires et les règles comprises des élèves. Ils ne sont « libres » que parce que les élèves peuvent y jouer sans la présence de l'adulte.

Le « jeu libre » disparaît ensuite au profit du « jeu structuré »... sauf que ce qui est appelé « jeu » dans la note d'analyse ce sont les rondes, comptines, chants, poésies, créations de non-mots, jeux d'imitation (uniquement on dirait pour raconter les histoires lues), jeux de maths à règles, strictement encadrés par l'adulte. Il est même écrit que les évaluations se font dans un « livret de jeux » ! Puisqu'on appelle cela jeu, l'enfant a intérêt à trouver cela amusant... Les chantres de la neuroscience ont dit que c'était important pour bien apprendre...

Ni en élémentaire, ni en maternelle, nous ne voulons d'une prétendue "pédagogie" basée sur les entraînements mécaniques, la répétition et l'automatisation de techniques qui ne permettent pas aux élèves d'accéder à la compréhension et qui détruisent le sens du métier de professeur.e ! Nous rappelons que, pour être utile, une évaluation ne peut pas se contenter de pointer des écarts à la norme, mais doit être formative : elle doit permettre de voir où en sont nos élèves, personnes vivantes et complexes, et comment on va pouvoir les mener plus loin. Les équipes enseignantes sont et doivent rester des professionnel.le.s appréhendant la complexité de l'humain et de ses façons d'apprendre. Elles doivent rester capables de penser, de concevoir, d'adapter leur pédagogie à tou.te.s les élèves – pour peu qu'on leur en donne les moyens humains et matériels !

La volonté de Blanquer de centrer les écoles préélémentaires sur les fondamentaux est bien un appauvrissement de l'école maternelle qui, plutôt que d'améliorer les résultats des élèves aux évaluations, comporte de grands risques. En plus d'empêcher les élèves de développer initiatives et esprit critique, ce choix va creuser un peu plus les écarts entre les élèves ayant accès à la culture, au sport, aux langages dans toutes leurs richesses [et non pas juste à la langue française pour apprendre à lire (et respecter autrui)], et les autres. Cette école qui prétend pouvoir enseigner sans se préoccuper des différences vécues par les enfants, ni de leur besoin de sens et de créativité, cette école qui prétend rappeler aux enseignant.e.s l'importance de s'adapter à chaque élève à coups d'évaluations et d'exercices systématiques et en évacuant des programmes tout (ou presque) ce qui n'est pas "langue française" et "mathématiques", cette école fait fi des rythmes des jeunes enfants et de leurs besoins spécifiques, et elle risque bien de faire décrocher des élèves dès la maternelle et d'accroître les inégalités.

Liberté, Egalité, Dansez!

A la croisée entre la danse à l'école et les questions de genre se trouvent de nombreux stéréotypes qui m'apparaissent intéressants de discuter. J'ai souvent l'impression que la « peur » liée aux hypothétiques réactions négatives et conflictuelles des élèves pouvaient empêcher certain.e.s enseignant.e.s de se lancer dans ces pratiques et discussions.

Et lorsqu'on s'y risque, on entend parfois dire qu'il faut faire de la danse « sans parler de danse aux élèves » et travailler l'égalité garçons-filles sans aborder les notions de domination ou de patriarcat.

Et pourtant... je crois fortement qu'il faut y aller, mettre les pieds dans le plat, ou plutôt les mots au tableau. Mettre en mots, et mettre en corps bien sûr.

En danse, les stéréotypes sont très liés aux questions de genre. Les élèves ont souvent peur à l'idée de devoir danser et pourtant, depuis plusieurs années, en REP+ comme ailleurs, j'ai pu observer la rapide implication des élèves dans les projets danse et leur créativité débordante. C'est aussi un moment où l'enseignant.e apprend à lâcher prise pour laisser la main aux élèves. Si elle/il donne les contraintes de création, elle/il ne crée pas à leur place et le processus de création laisse toute la place aux élèves, sans distinction de niveaux, et sans que la production finale soit prédéfinie.

Les élèves finissent souvent par dire « ah mais c'est ça ? » et les plus récalcitrant.e.s au départ sont souvent celleux qui se lancent rapidement à corps perdu dans la création. On sort alors des groupes de besoin et de la remédiation des bancs de la classe. Chacun.e fait avec ce qu'elle/il a, comme elle/il peut, aidé.e par les autres, et les propositions ne peuvent être réellement fausses (et tout ça fait du bien).

Je pourrais écrire longuement sur ce que la danse apporte de fantastique à l'école et au collectif, au rapport au monde et au genre mais je me rends compte malgré tout d'une inégalité encore persistante entre les filles et les garçons dans la pratique de la danse à l'école.

J'ai souvent été étonnée de la créativité « sans limite » des garçons quand la plupart des filles restaient plus « scolaires », plus timides. La permission que se donnent certains garçons à tenter, à créer, à sortir parfois des règles pour imaginer des mouvements, des contacts, apparaît bien plus fréquente que celle des filles. J'ai pu observer qu'elles osent rarement aller au delà des sentiers battus, transcender les règles et apporter le souffle de liberté qui permet aux mouvements de prendre de l'ampleur et de la richesse.

Après l'avoir pratiquée, les stéréotypes genrés de la danse se défont. Les garçons prennent plaisir à créer et découvrent que la danse est pour tou.te.s (youpi). Mais cette évolution positive reste ternie, à mes yeux, par la réelle différence genrée qu'il reste à mettre son corps en avant, à prendre l'espace et à inventer sans contrainte, librement.

Alors qu'à en croire les stéréotypes, les filles auraient pu être au centre d'une pratique, elles semblent prendre moins de place, oser moins.

Comment aider les filles à prendre des risques, à imposer leur corps dans l'espace « public », scolaire, à oser créer librement ?

Il me semble que la danse à l'école peut y jouer un rôle majeur. Reste à savoir comment, et avoir les moyens matériels et pédagogiques pour envisager en classe d'autres relations aux autres dans un souci d'égalité.

Energie jeunes et le mécénat de compétences

Depuis une dizaine d'années, l'association Energie Jeunes intervient dans les collèges d'éducation prioritaire dans le cadre de la lutte contre le « décrochage de masse » et pour la « persévérance scolaire » (termes employés par les intervenant.e.s lors de la présentation de l'association dans mon établissement). Depuis une dizaine d'années, des articles fleurissent ici ou là pour dénoncer tant le contenu que les ambitions de ce programme assez scandaleux à plus d'un titre. Cette année, dans un contexte anxiogène et alors que les effets du confinement sont déjà criants sur les élèves, l'association continue à se développer et à diffuser sa parole culpabilisante et moralisatrice, notamment dans les collèges REP+ de l'agglomération lyonnaise, avec ici l'exemple du collège Maria Casarès.

Derrière cette association, un exemple de mécénat de compétence

Sous le terme d'association se cache un système bien rodé de caution sociale pour des entreprises multinationales. Elle regroupe en effet, outre quelques volontaires issu.e.s de quartiers populaires, des personnes y travaillant au titre du mécénat de compétence. Cette jolie expression est utilisée pour désigner le fait, pour une entreprise privée, de mettre à disposition un.e employé.e pour des actions de solidarité, qui rentrent dans la politique sociale de l'entreprise.. Ici des grands groupes comme Enedis, Orange, Sanofi, L'Oréal, continuent de payer des membres du groupe qui travaillent en fait pour Energie Jeunes. Les jeunes énergiques sont donc en majorité des pré-retraité.e.s, souvent d'ancien.ne.s manageur.euses, qui viennent prêcher la bonne parole auprès des jeunes issu.e.s de quartiers défavorisés. Ce fonctionnement est institutionnel, ça s'appelle la Responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) et cela couvre à la fois des engagements écologiques et sociaux. D'après le site du gouvernement, « en adoptant des pratiques plus éthiques et plus durables dans leur mode de fonctionnement, [les entreprises] doivent ainsi pouvoir contribuer à l'amélioration de la société et à la protection de l'environnement. » En contrepartie, l'entreprise fidélise ses employé.e.s, valorise son image et sa marque auprès du grand public et obtient des déductions fiscales équivalentes à 60 % du don en compétences (en fonction du salaire de l'employé.e mis à disposition). Je traduis : publicité gratuite et optimisation fiscale sur les dos d' élèves en situation de précarité qui auraient pu bénéficier de l'argent déduit pour une école mieux financée par exemple… ?

Pour couronner le tout, l'association est reconnue par le MEN comme d'utilité publique et dit s'appuyer sur les neurosciences et sciences comportementales pour justifier son action, en utilisant plus que de mesures des arguments d'autorité sans contenu. Elle affirme que « l'élaboration des programmes mobilise des experts venus de multiples disciplines », qu'elle propose une « approche pédagogique inédite : Energie Jeunes est la

première association au monde à traduire ces découvertes scientifiques en programmes concrets, déployés gratuitement et à grande échelle. ». Ça fait rêver.

Des interventions problématiques à plus d'un titre

Leurs interventions concernent tous les niveaux de collège. Parmi les programmes, « Ma réussite au collège » propose 3 séances par an, sur des heures de cours, avec à chaque fois, un objectif précis. En 4e par exemple, on « muscle sa volonté ». Des scénarios sont proposés pour chaque séance, au cours desquelles, à partir de vidéos, ils et elles font réfléchir les élèves sur leur engagement à l'école, mais aussi les méthodes de travail, pour lutter contre les inégalités scolaires. Sur le papier, pourquoi pas. Ils et elles maîtrisent tout le vocable EN, le vernis est bien fait, mais dès qu'on gratte un peu…

• Un exemple n'est pas un argument

C'est le BA-ba des méthodes d'argumentations enseignées à l'école. Et bien chez Energie Jeunes, ça ne marche que comme ça. A coup de témoignage de parcours exceptionnelles, « d'anomalies sociologiques » selon le sociologue Jules Naudet, on veut susciter un « déclic » chez les élèves pour les faire se mettre au travail. Outre cette méthode contestable pour légitimer un discours méritocratique ultra-libéral, la forme des vidéos est tout aussi critiquable. Sur un ton misérabiliste digne d'un mauvais reportage, on affirme aux jeunes que « rien n'est joué d'avance », « soyez des guerriers ». Patrick Bourdet nous explique ainsi le courage dont qu'il a fait preuve d'un immense courage, qu'il n'a rien lâché alors qu'il était obligé de « cueillir des pissenlits et de tuer des écureuils pour manger à sa faim ». On devrait y penser dans nos sorties pédagogiques.

Par ailleurs, on remarque que tous les exemples de réussite scolaire sont ceux de personnes qui ont fait de longues études, obtenu des postes à responsabilité dans de grandes entreprises, très bien payé.e.s, voire avec une certaine exposition médiatique. La question de la réussite des élèves est rarement discutée entre personnels d'éducation. Les représentations de la réussite proposées aux élèves sont réduites et excluent le plus souvent des parcours scolaires considérés comme moins prestigieux, tortueux, aboutissant à des métiers manuels par exemple. L'épanouissement personnel et collectif n'est pas non plus pris en compte.

• La négation d'une réalité sociale

Lors de la réunion de présentation, les intervenants ont affirmé que « si les élèves sont en échec scolaire et décrochent, c'est parce qu'ils n'ont pas des bonnes habitudes scolaires. Nous, on leur propose, en complémentarité avec votre travail quotidien, de leur donner des outils efficaces ». Cette déclaration est problématique à plus d'un titre.

D'une part, elle résume l'échec scolaire à un seul paramètre. Cette simplification d'une réalité complexe, très politique, est un remède classique des discours les plus extrêmes. Elle montre aussi le peu d'arguments et de réflexion qu'il y a derrière.

D'autre part, cette phrase fait écho à ce qu'on trouve sur leur site : « la condition sociale des parents y détermine trop largement la réussite ou l'échec scolaire des enfants », l'association lutte « contre le fatalisme social ». On estime donc que les difficultés sociales ne sont qu'un élément facilement dépassable. Jamais n'est évoqué le millefeuille de réalités que la pauvreté implique et qui sont aussi traitées par les

services médico-sociaux pour accompagner les jeunes : difficultés familiales, affectives, financières, discriminations…

Il faut aussi ajouter que, lors de cette réunion (mais pas sur le site internet), les différences culturelles de certains élèves qui fréquentent les établissements d'éducation prioritaire ont été présentée comme une difficulté sociale. Cela en dit aussi beaucoup sur le regard que ces intervenants ont sur ces quartiers et ces jeunes dont ils ne connaissent rien.

Enfin, nous, enseignant.e.s, que foutons-nous avec les élèves ? Rien apparemment. Bien sûr, les intervenant.e.s prennent soin de préciser qu'ils et elles viennent simplement pour compléter les outils et les habitudes qu'on donne aux élèves, qu'ils et elles ont besoin de nous. Difficile à croire quand on lit avec attention les « suggestions » proposées aux enseignant.e.s qui seront présents lors des séances dans leur livret de présentation : « saluer tous les efforts », « encourager la participation », « Aider individuellement et discrètement certains élèves en difficulté dans le choix de leur priorité », « Exprimer en quoi cette méthode vous semble intéressante. ». Non, vraiment ??? Outre le fait que ces suggestions soient incroyablement infantilisantes, elles sont aussi particulièrement dirigistes, on doit « confirmer » ce qui vient d'être dit, aller dans leur sens. Et si ça n'est pas le cas ?

• Des méthodes de management à l'école

Le clou du spectacle concerne quand même le discours et l'idéologie transmise aux élèves lors de ces séances, marqués par une immense culpabilisation. En effet, on veut faire prendre conscience aux élèves que la seule manière de s'en sortir à l'école et dans leur vie, c'est de « faire davantage d'efforts ». Leur idée est d'« aider les élèves à prendre conscience du fait que les compétences résultent du travail, davantage que de prédispositions ». A mon sens, faire porter la responsabilité sur les épaules des élèves seul.e.s de leurs potentiels échecs est grave et faux.

Leur mot magique : l'autodiscipline. D'après l'association, on cherche à leur donner des habitudes de travail, un rythme de vie favorisant les apprentissages, un goût pour la persévérance quoi qu'il en soit. On comprend assez vite qu'on cherche surtout à favoriser une intériorisation des attendus, des impératifs de travail, quoiqu'il en coûte. On voit bien apparaître en arrière-plan des méthodes du management, dont l'objectif est de faire de ces jeunes, à termes, des salariés obéissants, travailleurs acharnés.

Enfin, l'approche est aussi très individualiste… On peut alors se poser la question de la dimension citoyenne de ces interventions.

De manière générale, ce programme reproduit donc les préjugés sur les élèves des quartiers populaires, puisque ce sont les seul.e.s à bénéficier de ces programmes, dont l'unique porte de sortie suggérée est celle de l'autodiscipline avec une culpabilisation insidieuse : vous ne pouvez pas vous plaindre si vous échouez puisque vous ne vous êtes pas donné.e.s les moyens de réussir. Et ça ne concerne que les pauvres, bien sûr. Si on recoupe tout ça avec les entreprises partenaires, on constate que ces mêmes entreprises sont connues pour leurs discriminations à l'embauche et championnes de l'évasion fiscale. Et donc, elles viennent faire la morale à nos petits pauvres de banlieue, la boucle est bouclée.

Aller simple: liberté de circulation

Une brume dense, chargée d'humidité, de neige fondue, enveloppait l'aube naissante. Au sommet d'un platane émergeait un nid ; un assemblage de branches qui semblait flotter, dissimulé au milieu de quelques feuilles brûlées, comme un radeau improbable, dans l'attente d'un vent fort qui scellerait son destin.

Au plus haut encore, d'un trait railleur, une pie snobait cet accueil qui pourtant, quelques mois plus tôt, avait été l'enjeu de joutes ailées et acharnées entre familles tapageuses. Il est vrai que des corbeaux venus des plaines en nombre avaient mis fin aux manifestations.

De sa fenêtre, le vieil homme au désir partagé entre le souvenir du bruit et le silence du matin avait la larme à l'oeil ; comme dans un goût d'inachevé auquel le dé- confinement allait mettre fin. Par la grâce de la pandémie, après deux ans d'attente, une place s'était libérée à l'Ehpad : sa valise était fermée, sa fille allait passer le prendre.

Le jour se levait sur le monde dit « de demain », nouveau pour lui... mais pas seulement... Michel Druker va « beaucoup mieux » dixit le Progrès du jour... En ce premier mercredi du mois de cette nouvelle année, à midi, les sirènes de la sécurité civile donnent la tonalité de la situation : grand froid, chaos, fiasco franco-lacrymo et vaccin-germano... la cour est pleine : gardez vos distances !

En cette nouvelle année, à défaut de passeport Covid, nous serons toutes et tous promus « sans papiers »...vous avez dit « sécurité globale » ?... No future.

LBD: La Base Décide
le podcast de SUD Education

Avec le podcast de SUD éducation, soyez informé-e-s ! SUD éducation vous propose des émissions qui traitent de questions juridiques, de vos conditions de travail, de l'histoire du syndicalisme et des mouvements sociaux, de pédagogie... Mieux connaître notre histoire, nos droits, nos luttes pour être plus fort-e-s collectivement !

Chaque émission peut s'écouter en entier et par séquence, n'hésitez pas à les télécharger et à les diffuser autour de vous.

La première émission intitulée L.B.D, La Base Décide, c'est l'actualité du mois de janvier en 40 minutes !

Au programme :

Séquence 1 - Les annonces quant aux programmes de maternelle - du début à 3'

Séquence 2 - Sacrés salaires ! qu'est-ce que le salaire ? - de 3' à 7'

Séquence 3 - En direct du local syndical - Mieux comprendre les inégalités salariales pour mieux les combattre - de 7' à 17'

Séquence 4 - Vie Scolaire en grève ! les raisons de la colère - de 17' à 35'30

Séquence 5 - lle devoir de réserve, histoire d'un mythe - de 35'30 à la fin

Pour suivre et écouter LBD:
https://www.sudeducation.org/lbd1-le-premier-episode-du-podcast-de-sud-education/

pourquoi se syndiquer à SUD éducation

SUD éducation est né dans le sillage des mouvements sociaux de l'hiver 95 avec la volonté de faire vivre un syndicalisme radical et pragmatique. Radical par la réaffirmation de la possibilité et de la nécessité d'une autre société et (donc) d'une autre école. Pragmatique par la prise en compte de l'ensemble des contraintes et des rigidités qui pèsent souvent sur l'action transformatrice à court et moyen terme.

Solidaires,

parce que modernité rime aujourd'hui avec exclusion, misère et précarité, dans le privé comme dans le public, en France comme ailleurs. Pauvreté, chômage, xénophobie, sexisme... autant de fronts, autant de luttes. Nous soutenons activement l'ensemble de celles et de ceux qui souffrent de la fragilité de leur situation sociale et professionnelle, ainsi que, plus largement, toutes et tous les « sans » (travail, logement, papiers...) qui se battent quotidiennement pour la reconnaissance de leurs droits.

Unitaires,

parce que c'est faire le jeu des pouvoirs institués que de sectoriser les luttes et d'éparpiller les revendications. Nous sommes un syndicat résolument intercatégoriel, de la maternelle à l'université, et nous faisons le pari de rassembler dans un même mouvement toutes les actrices et tous les acteurs de l'école sans condition de statut ni de grade. Et nous travaillons avec toutes celles et tous ceux qui partagent l'envie de bousculer le (dés)ordre établi.

Démocratiques,

parce que le syndicalisme ne saurait être une science réservée aux professionnels des dossiers et de la négociation. Il est l'affaire de celles et ceux qui, dans leurs établissements, tentent de faire valoir leur droit à la parole et à décider de leur avenir. Contre le syndicalisme soluble dans les négociations de couloirs, clientéliste et cogestionnaire, nous nous efforçons de promouvoir la communication horizontale, l'animation et les décisions collectives, et de briser le monopole des discours « savants » et « légitimes » qui confisquent paroles et pensées.

Le pari est ambitieux ! Pourtant, face au démantèlement des services publics, au désintérêt pour le politique et l'action collective, à la montée des réponses égoïstes, il est temps de (re)créer, d'expérimenter, dans le tâtonnement, les hésitations et les urgences de l'action, les conditions d'un engagement collectif et actif. SUD éducation s'efforcera d'être à la hauteur de ces enjeux, en idée comme en pratique, mais il sera surtout ce que nous en ferons ensemble ! ■

bulletin d'adhésion 2020/2021

NOM Prénom

adresse postale

téléphone

mail personnel

lieu de travail et adresse

corps

discipline ou spécialité

❏ titulaire ❏ non-titulaire

échelon

❏ temps complet ❏ temps partiel

montant de la cotisation annuelle

date

signature

J'autorise SUD éducation Rhône à faire figurer ces informations dans les traitements et fichiers informatisés dans les conditions fixées par les articles 26 et 27 de la loi du 6 janvier 1978 (Loi Informatique et Libertés). Je prends note que mes coordonnées postales seront transmises à la Fédération des syndicats SUD éducation pour l'envoi du journal national. Je garde tout droit d'accès à ces informations ainsi que la possibilité de révoquer la présente autorisation en m'adressant au syndicat.

Les deux tiers de la cotisation syndicale sont déductibles du montant de vos impôts si vous êtes imposable – ou vous sont reversés en crédit d'impôt si vous ne l'êtes pas. Chaque année, un reçu fiscal est envoyé aux adhérentEs courant avril. Le montant de nos cotisations syndicales est progressif : il représente annuellement 3 à 15 % d'un salaire net mensuel.

montant des cotisations 2020/2021

salaire net mensuel	cotisation annuelle	taux sur salaire net	salaire net mensuel	cotisation annuelle	taux sur salaire net
0 à 300 €	9 €	3 %	+ de 2 000 €	196 €	9,80 %
300 à 600 €	24 €	4 %	+ de 2 100 €	214 €	10,19 %
600 à 900 €	45 €	5 %	+ de 2 200 €	233 €	10,59 %
+ de 900 €	49 €	5,44 %	+ de 2 300 €	253 €	11 %
+ de 1 000 €	58 €	5,80 %	+ de 2 400 €	274 €	11,42 %
+ de 1 100 €	68 €	6,18 %	+ de 2 500 €	295 €	11,80 %
+ de 1 200 €	79 €	6,58 %	+ de 2 600 €	317 €	12,19 %
+ de 1 300 €	91 €	7 %	+ de 2 700 €	340 €	12,59 %
+ de 1 400 €	104 €	7,43 %	+ de 2 800 €	364 €	13 %
+ de 1 500 €	117 €	7,80 %	+ de 2 900 €	389 €	13,41 %
+ de 1 600 €	131 €	8,19 %	+ de 3 000 €	414 €	13,80 %
+ de 1 700 €	146 €	8,59 %	+ de 3 100 €	440 €	14,19 %
+ de 1 800 €	162 €	9 %	+ de 3 200 €	468 €	14,62 %
+ de 1 900 €	179 €	9,42 %	+ de 3 300 €	495 €	15 %

ensuite, ajouter 15 € de cotisation par tranche supplémentaire de 100 € de revenu.

Rédiger le(s) chèque(s) à l'ordre de SUD éducation Rhône et adresser votre paiement au 125 rue Garibaldi 69006 Lyon.

Pour un paiement échelonné, préciser au dos des chèques les dates d'encaissement souhaitées.

Adhérer au syndicat est un acte volontaire : nous ne recourons donc pas au prélèvement bancaire. Il est néanmoins possible de régler sa cotisation par virement : dans ce cas, contacter le syndicat.

agenda militant

mardi 2 février ■ 9h30 - 17h

AG SUD éducation
Bourse du Travail
205 rue de Créqui 6003 LYON

jeudi 4 février ■ 11h

Grève et manif intersyndicale et interprofessionnelle
RDV 11h devant la Manufacture des Tabacs

22 et 23 février ■ 9h - 17h

Formation: Et voilà le travail! conditions de travail dans l'EN
Local de solidaires Rhône
125 rue Garibaldi 69006 LYON

8 et 9 avril ■ journées

stage fédéral antisexisme
date limite d'inscription: 7 mars
PARIS

sommaire

p.1-2-3: Une pédagogie toujours plus soumise aux évaluations nationales
p.4-5: Liberté, Egalité, Dansez!
p.5-6-7: Energie Jeunes et le mécénat de compétences
p.8: Aller simple: liberté de circulation
p.8: LBD: le podcast de SUD Education

pour plus d'infos
www.sudeducation69.org
@sudeduc69
@SudEduc69
@sudeduc69

itinéraires sud

le journal de sud éducation rhône

bimestriel ■ **nouvelle série**
n°120 ■ janvier - février 2021
n° CPPAP 0920 S 05020

imprimé par nos soins ■ directeur de la publication P. Bouvard
prix 2 € ■ abonnement 9 €

itinéraires sud
le journal de sud éducation rhône
125 rue garibaldi 69006 lyon

LYON 08 PPDC
P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

DÉPOSÉ LE 29/01/2021
à distribuer avant le 02/02/2021

pour nous contacter
sud éducation rhône
125 rue garibaldi ■ **69006 lyon**
04 72 37 79 47
sudeduc69@sud-arl.org
www.sudeducation69.org

éducation Sud
est membre de l'Union syndicale Solidaires